

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de L'Île-Perrot | 71060 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Ramin Jawanda, CPA CGA, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature _____ Date 27 août 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de L'Île-Perrot**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Ville de L'Île-Perrot** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de L'Île-Perrot** au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de la **Ville de L'Île-Perrot** pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ont été audités par la même auditrice qui auparavant, était associée à un autre cabinet et qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée le 25 mars 2020.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de L'Île-Perrot** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO senucl.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 27 août 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	16 178 745	16 303 536	15 520 878
Compensations tenant lieu de taxes	2	216 354	199 838	215 793
Quotes-parts	3			
Transferts	4	265 453	3 873 184	989 190
Services rendus	5	1 268 790	904 559	1 133 460
Imposition de droits	6	694 200	1 777 450	1 074 258
Amendes et pénalités	7	218 900	138 165	150 462
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	240 700	180 749	284 961
Autres revenus	10	3 544	51 036	207 139
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	19 086 686	23 428 517	19 576 141
Charges				
Administration générale	14	3 222 155	2 734 232	2 720 536
Sécurité publique	15	3 431 366	3 122 477	3 844 196
Transport	16	3 615 064	3 592 237	3 587 960
Hygiène du milieu	17	5 204 723	4 973 339	4 650 331
Santé et bien-être	18	158 100	128 051	117 871
Aménagement, urbanisme et développement	19	861 728	609 252	757 082
Loisirs et culture	20	3 715 254	2 441 433	3 295 984
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	307 551	278 980	341 415
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	20 515 941	17 880 001	19 315 375
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 429 255)	5 548 516	260 766
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		56 904 029	56 643 263
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		56 904 029	56 643 263
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		62 452 545	56 904 029

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 3 520 524	1 392 773
Débiteurs (note 5)	2 6 368 841	3 432 116
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6 326 000	98 000
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8 10 215 365	4 922 889
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 2 303 958	1 885 307
Revenus reportés (note 12)	12 175 271	111 203
Dette à long terme (note 13)	13 9 158 749	10 398 011
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
Autres passifs (note 14)	15	
	16 11 637 978	12 394 521
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17 (1 422 613)	(7 471 632)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 16)	18 62 957 412	63 620 898
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19 528 357	528 357
Stocks de fournitures	20 251 201	220 546
Autres actifs non financiers (note 18)	21 138 188	5 860
	22 63 875 158	64 375 661
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 62 452 545	56 904 029

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 429 255)	5 548 516	260 766
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ()	2 008 220)	6 041 058)
Produit de cession	3			1 080
Amortissement	4	2 600 995	2 671 706	2 638 543
(Gain) perte sur cession	5			(1 080)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	2 600 995	663 486	(3 402 515)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			160
Variation des stocks de fournitures	10		(30 655)	(99 245)
Variation des autres actifs non financiers	11		(132 328)	(1 905)
	12		(162 983)	(100 990)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	1 171 740	6 049 019	(3 242 739)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(7 471 632)	(4 228 893)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(7 471 632)	(4 228 893)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(1 422 613)	(7 471 632)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 548 516	260 766
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	2 671 706	2 638 543
Autres			
▪ Gain sur disposition	3		(1 080)
▪	4		
	5	8 220 222	2 898 229
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 936 725)	(625 615)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	418 651	125 286
Revenus reportés	9	64 068	(78 754)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(228 000)	20 000
Propriétés destinées à la revente	11		160
Stocks de fournitures	12	(30 655)	(99 245)
Autres actifs non financiers	13	(132 328)	(1 905)
	14	5 375 233	2 238 156
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 008 220)	(6 041 058)
Produit de cession	16		1 080
	17	(2 008 220)	(6 039 978)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 015 000	4 863 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 247 500)	(6 070 600)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(6 762)	22 347
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(1 239 262)	(1 185 253)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 127 751	(4 987 075)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 392 773	6 379 848
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 392 773	6 379 848
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 520 524	1 392 773

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 6,96 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,20 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10,15, 20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 10 et 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

S/O

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Ils sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime retraite simplifié offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisation déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 520 524	1 392 773
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	3 520 524	1 392 773
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	812 815	1 054 230
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	2 015 000	4 863 000

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	798 042	504 448
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 087 257	1 828 970
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	2 192 904	275 309
Organismes municipaux	15	453 681	407 820
Autres			
▪ Organismes divers et individus	16	770 432	376 401
▪ Intérêts	17	66 525	39 168
	18	6 368 841	3 432 116
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	518 238	804 457
Organismes municipaux	20	8 434	34 775
Autres tiers	21		
	22	526 672	839 232
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	82 804	72 999

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	326 000	98 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	326 000	98 000
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	637 000	642 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	3 322	3 473
Régimes de retraite des élus municipaux	42	41 423	40 772
	43	681 745	686 245

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville de L'Île-Perrot a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes à 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2020, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	320 853	136 711
Salaires et avantages sociaux	48	1 116 580	986 667
Dépôts et retenues de garantie	49	722 295	622 223
Provision pour contestations d'évaluation	50	29 175	18 504
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	51	5 249	4 458
▪ Gouvernement du Canada	52	2 568	2 235
▪ Intérêts courus sur la dette	53	63 858	66 169
▪ Organismes municipaux	54	43 380	48 340
▪	55		
	56	2 303 958	1 885 307

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	34 468	21 874
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	114 025	62 551
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Transfert	67	26 778	26 778
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	175 271	111 203

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	3,31	2027	2036	72	9 188 000	10 420 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	9 188 000	10 420 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(29 251)	(22 489)
					82	9 158 749	10 398 011

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		1 004 600			1 004 600
2022	84		938 600			938 600
2023	85		932 700			932 700
2024	86		933 800			933 800
2025	87		907 500			907 500
2026 et plus	88		4 470 800			4 470 800
	89		9 188 000			9 188 000
Intérêts et frais accessoires	90			()	()	
	91		9 188 000			9 188 000

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(1 422 613)	(7 471 632)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(1 422 613)	(7 471 632)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	25 697 241			25 697 241
Eaux usées	104	38 922 317			38 922 317
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	23 763 875	212 862		23 976 737
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	106	5 961 748	220 160		6 181 908
▪ Autres infrastructures	107	2 163 582	99 737		2 263 319
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	9 632 065	120 132		9 752 197
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	2 720 789			2 720 789
Ameublement et équipement de bureau	112	1 552 919	29 023		1 581 942
Machinerie, outillage et équipement divers	113	3 275 967	329 461		3 605 428
Terrains	114	2 767 327			2 767 327
Autres	115				
	116	116 457 830	1 011 375		117 469 205
Immobilisations en cours	117	6 464 460	996 845		7 461 305
	118	122 922 290	2 008 220		124 930 510
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	12 397 189	524 293		12 921 482
Eaux usées	120	24 826 700	823 259		25 649 959
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	10 126 422	506 730		10 633 152
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	122	2 152 652	165 244		2 317 896
▪ Autres infrastructures	123	651 333	62 454		713 787
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	4 247 354	282 140		4 529 494
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	2 043 023	99 169		2 142 192
Ameublement et équipement de bureau	128	1 188 920	84 020		1 272 940
Machinerie, outillage et équipement divers	129	1 667 799	124 397		1 792 196
Autres	130				
	131	59 301 392	2 671 706		61 973 098
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	63 620 898			62 957 412
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134				
Valeur comptable nette	135				

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	528 357	528 357
	139	528 357	528 357
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	528 357	528 357

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	138 188	5 860
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	138 188	5 860

Note**19. Obligations contractuelles****Services municipaux**

La ville a signé des contrats pour divers services municipaux. L'objet, la durée, l'échéance, le montant total net et les paiements minimums nets exigibles pour les prochains exercices relativement à ces contrats sont les suivants :

Objet	Échéance	Engagement total	Paiements minimums nets annuels		
			Durée	2021	2022
Évaluation municipale					
3 ans	2021	398 742 \$	134 489 \$		
Services informatiques					
5 ans	2022	355 031 \$	73 073 \$	75 265 \$	
Location système de gestion de la flotte					
5 ans	2022	90 489 \$	18 098 \$	18 097 \$	
Analyse des boues					
3 ans	2021	28 148 \$	3 128 \$		
Location local					
5 ans	2022	122 400 \$	24 480 \$	24 480 \$	
Marché public					
5 ans	2023	28 000 \$	5 600 \$	5 600 \$	5 600 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Système intégré bibliothèque			
3 ans	2021	24 777 \$	4 724 \$
Services aux sinistrés			
3 ans	2021	5 649 \$	1 921 \$
Entretien terrain soccer			
3 ans	2021	36 457 \$	12 152 \$

20. Droits contractuels

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 141 011 \$ sur une période de 16 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2021	22 849 \$
2022	19 191 \$
2023	17 442 \$
2024	15 901 \$
2025	14 298 \$
2026 et +	51 330 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

- La ville est poursuivie pour des événements pour dommages à la propriété ou à un bien et dommages corporels.

Ces réclamations au montant de 6 666 \$ sont en partie entre les mains des assureurs de la ville. Si celle-ci devait déboursier une somme à l'égard de ces causes, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

- Des avis de griefs ont été déposés pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

Des anciens participants au Régime complémentaire de retraite de la Ville de L'Île-Perrot ont transféré à l'extérieur du régime la totalité de leurs droits. Au moment des transferts, le degré de solvabilité du régime déterminé lors de la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

dernière évaluation actuarielle était inférieur à 100 %. Le solde de la valeur des droits devra être payé dans les cinq ans de l'acquittement initial. Advenant, le cas où le régime serait insolvable au moment du paiement, la Ville de L'Île-Perrot pourrait être tenue de verser une contribution supplémentaire de 3 690 \$ en 2021, 16 167 \$ en 2022 et 258 567 \$ en 2025. La ville a comptabilisé un compte à payer de 278 424 \$ afin de rembourser les anciens participants.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers non consolidés, puisque aucun organisme n'est sous son contrôle.

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

25. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2020.

26. Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La ville a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Certains départements ont fait l'objet de restructuration. Le télétravail a été favorisé par la ville tel que préconisé par le gouvernement de sorte que certains employés ont travaillé à distance. L'accès aux services pour les citoyens a été réalisé de préférence par téléphone ou par courriel.

La ville n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2020 comparativement à décembre 2019 et les charges de fonctionnement ont été réduites suite au report de certains projets et le ralentissement des activités dû à la pandémie.

La ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisqu'une subvention de 738 470 \$ a été reçue du gouvernement en lien à la COVID-19 et des revenus supplémentaires entre autres liés aux droits de mutation immobilière viendront combler un manque à gagner lié aux revenus de location du centre communautaire.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINE LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	16 178 745	16 303 536		16 303 536	15 520 878
Compensations tenant lieu de taxes	216 354	199 838		199 838	215 793
Quotes-parts					
Transferts	265 453	984 206		984 206	915 108
Services rendus	1 268 790	904 559		904 559	1 133 460
Imposition de droits	694 200	1 777 450		1 777 450	1 074 258
Amendes et pénalités	218 900	138 165		138 165	150 462
Revenus de placements de portefeuille					
Autres revenus d'intérêts	240 700	180 749		180 749	284 961
Autres revenus	3 544	21		21	207 139
Effet net des opérations de restructuration					
	19 086 686	20 488 524		20 488 524	19 502 059
Investissement					
Taxes					
Quotes-parts					
Transferts					
Imposition de droits		2 888 978		2 888 978	74 082
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					
Autres		51 015		51 015	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
	19 086 686	2 939 993		2 939 993	74 082
		23 428 517		23 428 517	19 576 141
Charges					
Administration générale	3 002 048	2 508 141	226 091	2 734 232	2 720 536
Sécurité publique	3 355 373	3 044 418	78 059	3 122 477	3 844 196
Transport	3 014 842	2 975 697	616 540	3 592 237	3 587 960
Hygiène du milieu	3 854 352	3 586 257	1 387 082	4 973 339	4 650 331
Santé et bien-être	158 100	128 051		128 051	117 871
Aménagement, urbanisme et développement	800 318	546 173	63 079	609 252	757 082
Loisirs et culture	3 422 362	2 140 578	300 855	2 441 433	3 295 984
Frais de financement					
Réseau d'électricité					
Effet net des opérations de restructuration					
Amortissement des immobilisations					
	20 515 941	2 671 706	2 671 706	17 880 001	19 315 375
	(1 429 255)	5 548 516		5 548 516	260 766
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 429 255)	5 548 516	260 766
Moins : revenus d'investissement	2	()	(2 939 993)	(74 082)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 429 255)	2 608 523	186 684
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 600 995	2 671 706	2 638 543
Produit de cession	5			1 080
(Gain) perte sur cession	6			(1 080)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 600 995	2 671 706	2 638 543
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			160
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			160
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(982 000)	(919 940)	(900 712)
	18	(982 000)	(919 940)	(900 712)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(22 034)	(143 160)	(192 042)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		23 179	204 268
Excédent de fonctionnement affecté	21	314 725	334 799	173 912
Réserves financières et fonds réservés	22	(482 431)	(447 799)	(441 815)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(189 740)	(232 981)	(255 677)
	26	1 429 255	1 518 785	1 482 314
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		4 127 308	1 668 998

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 939 993	74 082
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(62 641)	(77 898)
Sécurité publique	3	(269 013)	(39 633)
Transport	4	(1 225 595)	(95 568)
Hygiène du milieu	5	(130 121)	(4 480 067)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(968 800)
Loisirs et culture	8	(320 850)	(379 092)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(2 008 220)	(6 041 058)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	143 160	192 042
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	754 578	2 428 199
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	199 668	421 733
	18	1 097 406	3 041 974
	19	(910 814)	(2 999 084)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 029 179	(2 925 002)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	6 686 716	5 718 181	6 432 398
Charges sociales	2	1 867 616	1 227 754	1 474 526
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	7 426 019	6 445 915	6 803 084
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	262 377	240 233	257 472
D'autres organismes municipaux	8	355	355	1 340
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	33 304	13 247	40 352
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	11 515	25 145	42 251
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	1 067 161	1 049 308	981 918
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	549 883	484 625	642 368
Amortissement des immobilisations	17	2 600 995	2 671 706	2 638 543
Autres				
▪ Réclamations et autres	18	10 000	3 532	1 123
▪	19			
▪	20			
	21	20 515 941	17 880 001	19 315 375

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
 AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 106 491	4 430 918
Excédent de fonctionnement affecté	2	427 597	388 418
Réserves financières et fonds réservés	3	1 389 593	841 462
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(1 295 577)	(3 324 756)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	54 824 441	54 567 987
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	62 452 545	56 904 029
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 106 491	4 430 918
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	7 106 491	4 430 918
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget suivant	12	373 978	314 725
▪ Fondation du maire	13	928	928
▪ Horticulture	14	34 891	34 891
▪ Dépenses - Année subséquente	15	17 800	37 874
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	427 597	388 418
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	427 597	388 418

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve eau et voirie	27 633 992	411 111
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	411 111
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 755 601	395 351
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Réserve stationnement	45	35 000
▪	46	
	47	430 351
	48	841 462

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

49 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

50 () ()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008

51 () ()

Autres

52 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

53 () ()

54 () ()

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

55 () ()

Assainissement des sites contaminés

56 () ()

Appariement fiscal pour revenus de transfert

57 () ()

Autres

▪

58 () ()

▪

59 () ()

60 () ()

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux

61 () ()

Intérêts sur la dette à long terme

62 () ()

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général

63 () ()

Utilisation du fonds de roulement

64 () ()

Mesure relative aux frais reportés

65 () ()

Autres

▪

66 () ()

▪

67 () ()

68 () ()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ

69 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme

70 () ()

Dette à long terme liée au FLI et au FLS

71 () ()

Autres

▪

72 () ()

▪

73 () ()

74 () ()

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement

75

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement

76

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI

77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement

78

Autres

▪

79

80

81 () ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 882 709	1 745 327
Investissements à financer	83 (2 178 286)	(5 070 083)
	84 (1 295 577)	(3 324 756)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 62 957 412	63 620 898
Propriétés destinées à la revente	86 528 357	528 357
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 63 485 769	64 149 255
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 63 485 769	64 149 255
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (9 158 749)	(10 398 011)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (29 251)	(22 489)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 526 672	839 232
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (8 661 328)	(9 581 268)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (8 661 328)	(9 581 268)
	101 54 824 441	54 567 987

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur une moyenne des 3 meilleurs salaires pour les cadres et d'un salaire carrière indexé pour les cols blancs et cols bleus pour le service avant le 1er janvier 2014 (une formule différente de calcul de rente s'applique pour les cadres pour les années de service reconnu avant 1994). À compter du 1er janvier 2014, la forme de rente est de type salaire carrière indexé pour tous les participants. Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,19 % du salaire en 2020 (9,19 % en 2019). La cotisation de stabilisation s'élève à 1,37 % du salaire en 2020 (1,37 % en 2019). Les cotisations annuelles de la ville sont identiques à celles des participants.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 98 000	118 000
Charge de l'exercice	4 (637 000)	(642 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 865 000	622 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 326 000	98 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 16 193 000	15 637 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (16 701 000)	(16 296 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (508 000)	(659 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 834 000	757 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 326 000	98 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 326 000	98 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 16 193 000	15 637 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (16 701 000)	(16 296 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (508 000)	(659 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 891 000	908 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 891 000	908 000
Cotisations salariales des employés	21 (415 000) (453 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 476 000	455 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 137 000	146 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
"	30	
"	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	613 000	601 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 834 000	801 000
Rendement espéré des actifs	33 (810 000) (760 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 24 000	41 000
Charge de l'exercice	35 637 000	642 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 912 000	823 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (810 000) (760 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 102 000	63 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (316 000)	38 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 586 000	(565 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 16 385 000	16 225 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 739 000	485 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,31 %	5,23 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,23 %	5,20 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
"	51	
"	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()(
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106

Description des régimes et autres renseignements

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 107		
Régime de retraite par financement salarial 108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 109		
Autres régimes 110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112

1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot a mis en place le 1er janvier 2017, un régime de retraite simplifié pour ses pompiers et ses brigadiers. La contribution de la Ville de L'Île-Perrot est de 1 % du salaire admissible et la contribution de l'employé est volontaire.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 113		
Régime de retraite simplifié 114	3 322	3 473
REER 115		
Autres régimes 116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 118

7

7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	10 501	10 330
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	35 388	34 812
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	6 035	5 960
	122	41 423	40 772
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 121 705	12 212 398	11 602 092
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	12 121 705	12 212 398	11 602 092
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 458 839	1 469 551	1 425 033
Égout	11	884 113	901 554	883 569
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 303 922	1 306 653	1 212 958
Autres				
Réserve eau et voirie	14	297 950	301 403	294 370
	15			
	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	56 736	56 597	57 373
Service de la dette	18	55 480	55 380	45 483
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	4 057 040	4 091 138	3 918 786
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	4 057 040	4 091 138	3 918 786
	27	16 178 745	16 303 536	15 520 878

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	17 973	350	17 974
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	17 973	350	17 974
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	56 494	56 494	56 331
Cégeps et universités	34	19 995	19 936	19 939
Écoles primaires et secondaires	35	121 892	123 058	121 549
	36	198 381	199 488	197 819
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	216 354	199 838	215 793
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	216 354	199 838	215 793

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	1 874	1 874	4 276
Sécurité publique				
Police	54			168 824
Sécurité incendie	55			1 135
Sécurité civile	56	2 004	1 744	547 679
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	10 000		9 102
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	3 875	2 374	4 923
Réseau de distribution de l'eau potable	69	22 479	24 003	26 052
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	74 000	101 798	89 865
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	12 507	14 617	12 102
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	44 456	5 222	51 150
Autres	89			
Réseau d'électricité				
	90			
	91	171 195	151 632	915 108

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108		2 888 978	
Traitement des eaux usées	109			70 989
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		3 093
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	2 888 978	74 082

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	94 258	94 104	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		738 470	
	141	94 258	832 574	
TOTAL DES TRANSFERTS	142	265 453	3 873 184	989 190

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	892 680	856 374	786 958
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	892 680	856 374	786 958
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	158			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	159			
Traitement des eaux usées				
	160			
Réseaux d'égout				
	161	21 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
	163			
	164			
	165			
	166			
	167			
	168			
	169			
	170	21 000		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité			
	183		
	184	913 680	856 374
			786 958

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefte et application de la loi	185	600	197	575
Évaluation	186		150	3 475
Autres	187	7 350	4 544	17 000
	188	7 950	4 891	21 050
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190	23 100	9 946	21 381
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	23 100	9 946	21 381
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196	1 000		1 571
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	1 000		1 571
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	203			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	204			
Traitement des eaux usées				
	205			
Réseaux d'égout				
	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	2 400	1 472	3 864
Matières recyclables	208	6 054	1 620	2 125
Autres	209			
Cours d'eau				
	210			
Protection de l'environnement				
	211			
Autres	212			
	213	8 454	3 092	5 989

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	2 250	2 207	2 390
	222	2 250	2 207	2 390
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	276 056	26 555	263 882
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	1 300	579	2 512
Autres	225	35 000	915	27 727
	226	312 356	28 049	294 121
Réseau d'électricité				
	227			
	228	355 110	48 185	346 502
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	1 268 790	904 559	1 133 460

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	57 900	35 713	60 140
Droits de mutation immobilière	231	636 300	1 741 737	1 014 118
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	694 200	1 777 450	1 074 258
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	218 900	138 165	150 462
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	240 700	180 749	284 961
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			1 080
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	1 000		58
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243		51 015	
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	2 544	21	206 001
	247	3 544	51 036	207 139
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	493 421	407 379	407 379	463 915
Grefe et application de la loi	2	602 536	279 997	279 997	364 796
Gestion financière et administrative	3	1 045 016	924 856	225 964	1 147 096
Évaluation	4	136 514	134 825	134 825	132 907
Gestion du personnel	5	269 383	371 445	127	268 797
Autres					
▪ Communications	6	173 074	170 084	170 084	142 747
▪ Autres	7	282 104	219 555	219 555	200 278
	8	3 002 048	2 508 141	226 091	2 734 232
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	1 449 208	1 316 940	1 316 940	1 546 091
Sécurité incendie	10	1 781 857	1 423 312	78 059	1 646 167
Sécurité civile	11	24 388	248 576	248 576	570 774
Autres	12	99 920	55 590	55 590	81 164
	13	3 355 373	3 044 418	78 059	3 122 477
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 354 812	1 593 130	591 212	2 184 342
Enlèvement de la neige	15	823 667	797 026	10 439	807 465
Éclairage des rues	16	115 909	96 879	96 879	99 381
Circulation et stationnement	17	247 696	57 757	14 889	72 646
Transport collectif					
Transport en commun	18	472 758	430 905	430 905	582 609
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	3 014 842	2 975 697	616 540	3 592 237
					3 587 960

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	985 534	871 770	8 375	919 591
Réseau de distribution de l'eau potable	24	589 761	604 360	414 566	769 338
Traitement des eaux usées	25	706 853	665 798	564 795	1 268 271
Réseaux d'égout	26	216 771	151 467	376 728	424 554
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	262 691	264 334		254 324
Élimination	28	266 839	315 467		298 960
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	346 077	344 280		285 048
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31	309 529	301 057		225 017
Traitement	32	15 119			117 492
Matériaux secs	33	68 267	23 963		44 797
Autres	34				
Plan de gestion	35	42 575	42 576		27 747
Autres	36				
Cours d'eau	37	1 164	1 185		1 014
Protection de l'environnement	38	43 172			
Autres	39				
	40	3 854 352	3 586 257	22 618	4 650 331
				1 387 082	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	131 322	125 951		117 871
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	26 778	2 100		2 100
	44	158 100	128 051		128 051
					117 871

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
45	694 874	452 421	63 079	515 500	667 426
Aménagement, urbanisme et zonage					
Rénovation urbaine					
46					
Biens patrimoniaux					
47					
Autres biens					
Promotion et développement économique					
48	98 426	92 652		92 652	88 261
Industries et commerces					
49	7 018	1 100		1 100	1 395
Tourisme					
50					
Autres					
51					
Autres					
52	800 318	546 173	63 079	609 252	757 082
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
53	710 879	452 659	65 549	518 208	722 623
Centres communautaires					
54	210 707	133 304		133 304	182 304
Pâtisseries intérieures et extérieures					
55	150 096	134 125	495	134 620	153 203
Piscines, plages et ports de plaisance					
56	1 204 109	634 118	233 133	867 251	1 195 195
Parcs et terrains de jeux					
57					
Parcs régionaux					
58					
Expositions et foires					
59	297 919	117 144		117 144	271 847
Autres					
60	2 573 710	1 471 350	299 177	1 770 527	2 525 172
Activités culturelles					
61					
Centres communautaires					
62	771 724	605 143	1 678	606 821	687 868
Bibliothèques					
Patrimoine					
63					
Musées et centres d'exposition					
64					
Autres ressources du patrimoine					
65	76 928	64 085		64 085	82 944
Autres					
66	848 652	669 228	1 678	670 906	770 812
Autres					
67	3 422 362	2 140 578	300 855	2 441 433	3 295 984

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	273 000	240 326	240 326	267 169
Autres frais	70	23 036	13 509	13 509	31 995
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	11 515	24 000	24 000	41 000
Autres	72		1 145	1 145	1 251
	73	307 551	278 980	278 980	341 415
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75				

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de L'Île-Perrot | 71060 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	150 149	4 313 326
Usines de traitement de l'eau potable	2	24 440	67 408
Usines et bassins d'épuration	3		111 186
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	662 635	8 448
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	220 160	
Parcs et terrains de jeux	10	63 375	13 872
Autres infrastructures	11	518 169	313 464
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	32 989	
Édifices communautaires et récréatifs	14		109 653
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	29 651	86 140
Machinerie, outillage et équipement divers	19	306 652	123 680
Terrains	20		893 881
Autres	21		
	22	2 008 220	6 041 058

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	150 149	4 313 326
Usines de traitement de l'eau potable	24	24 440	67 408
Usines et bassins d'épuration	25		111 186
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	1 464 339	335 784
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	369 292	1 213 354
	34	2 008 220	6 041 058

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	171 980		23 480	148 500
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	9 409 288		896 460	8 512 828
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 581 268		919 940	8 661 328
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	804 457		286 219	518 238
Organismes municipaux	10	34 775		26 341	8 434
Autres tiers	11				
	12	839 232		312 560	526 672
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	839 232		312 560	526 672
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	839 232		312 560	526 672
	19	10 420 500		1 232 500	9 188 000
Dette en cours de refinancement	20 ()		()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	10 420 500		1 232 500	9 188 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	9 188 000
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 178 286
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5	
---	---	--

▪	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	526 672
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	45 350
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

▪	13	
---	----	--

▪	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	10 794 264
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	10 794 264
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	265 753
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	58 090
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	883 000
-------------------	----	---------

Endettement total net à long terme	21	12 001 107
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
---	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	12 001 107
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	75 797	75 746	75 077
Sécurité publique				
Police	4	1 972	1 971	
Sécurité incendie	5	9 303	9 303	8 910
Sécurité civile	6			
Autres	7	11 700	11 700	14 439
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	495 191	495 192	427 614
Cours d'eau	13	1 037	1 038	1 014
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	131 322	125 951	117 871
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	146 831	146 832	142 734
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	92 651	92 652	87 909
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	4 335	4 744	4 284
Activités culturelles	23	97 022	84 179	102 066
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 067 161	1 049 308	981 918

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 008 220	6 041 058
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 008 220	6 041 058

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	14,00	35,00	27 944,00	1 104 221	250 177	1 354 398
2 Professionnels	15,00	35,00	22 242,00	783 304	206 615	989 919
3 Cols blancs	34,00	33,00	38 519,00	850 776	202 591	1 053 367
4 Cols bleus	30,00	38,00	68 540,00	1 927 854	424 203	2 352 057
5 Policiers						
6 Pompiers	22,00	40,00	40 633,00	809 072	83 761	892 833
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	115,00		197 878,00	5 475 227	1 167 347	6 642 574
9	7,00			242 954	60 407	303 361
10 Élus	122,00			5 718 181	1 227 754	6 945 935

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11 Transport en commun					
12 Eau et égout	2 374				2 374
13 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	24 003	843 581	2 045 397		2 912 981
14 Réseau de distribution de l'eau potable					
15 Traitement des eaux usées					
16 Réseaux d'égout	952 179		5 650		957 829
17 Autres	978 556	843 581	2 051 047		3 873 184

Autres renseignements financiers non audités 2020 | S-13 |

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	49 145	86 223
	4	49 145	86 223
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	824	1 781
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	824	1 781
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	121 929	132 648
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	121 929	132 648
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	47 130	52 482
Réseau de distribution de l'eau potable	17	28 016	31 056
Traitement des eaux usées	18	13 780	15 302
Réseaux d'égout	19		1
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	88 926	98 841
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	11 880	14 405
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 276	7 517
Autres	38		
	39	18 156	21 922
Réseau d'électricité			
	40		
	41	278 980	341 415

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre Séguin	Maire	61 762	17 044	11 352	
Nancy Pelletier	Conseiller	18 164	9 082		
Kim Comeau	Conseiller	18 164	9 082		
Karine Bérubé	Conseiller	18 164	9 082		
Marc Deslauriers	Conseiller	18 164	9 082		
Mathieu Auclair	Conseiller	18 164	9 082		
Gabrielle Labbé	Conseiller	18 839	9 082		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | | |
|----|---|---|--|--------------|---|---|--|
| 1. | Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | | 1 100 000 \$ | | | |
| 2. | L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | | 3 | X | 4 | |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|----|--|---|--|----|---|
| 3. | La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | | 6 | X |
| | Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | | \$ | |
| 4. | La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | | 9 | X |

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13		\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14		\$
Ligne 13 : Débiteurs	15		\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16		\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17		\$
Ligne 18 : Créiteurs et charges à payer	18		\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :		
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22	51 473 \$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25	\$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28	\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31	\$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :		
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38	\$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41	\$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input checked="" type="checkbox"/>	43 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	44	3 050 \$
b) autres formes d'aide	45	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____ 11/07/259
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____ 2011-07-12
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

66 _____

g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

67 _____

Dispositions pénales

h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)

68 _____

i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de L'Île-Perrot | 71060 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la **Ville de L'Île-Perrot**

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de L'Île-Perrot** (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes (chapitre C-19)*. En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 27 août 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	16 303 536
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>3 050</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	10 671
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	3 050
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 441 481
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	56 597
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>14 819 179</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 277 314 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 302 317 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 289 816 100</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,1489 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées
Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Ville de L'Île-Perrot | 71060 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	12 531 845
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	12 531 845

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 476 676
Égout	11	901 851
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 304 405
Autres		
▪ Réserve eau & voirie	14	211 285
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	56 736
Service de la dette	18	55 480
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 006 433
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 006 433
	27	16 538 278

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	17 623
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	350
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	17 973

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	56 494
Cégeps et universités	7	19 995
Écoles primaires et secondaires	8	121 892
	9	198 381

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	216 354

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière

15

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification

16

Taxes d'affaires

17

18

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière

19

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification

20

21

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité

22

Autres

23

24

25

216 354

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1		x	/100 \$				
	Taxe foncière générale (taux unique)						
2	1 056 718 964 x	0,8474	/100 \$				
	Taxe foncière générale (taux variés)						
3	110 885 000 x	0,8474	/100 \$				
	Résiduelle (résidentielle et autres)						
4	124 738 236 x	2,0026	/100 \$				
	Immeubles de 6 logements ou plus						
5		x	/100 \$				
	Immeubles non résidentiels						
	Immeubles industriels						
	Terrains vagues desservis						
6		x	/100 \$				
	Immeubles non résidentiels						
7	8 568 700 x	1,6948	/100 \$				
	Autres						
8		x	/100 \$				
	Immeubles agricoles						
9				6 000	(12 537 845
	Total						12 531 845
Taxes spéciales							
10		x	/100 \$				
	Service de la dette (taux unique)						
11		x	/100 \$				
	Résiduelle (résidentielle et autres)						
12		x	/100 \$				
	Immeubles de 6 logements ou plus						
13		x	/100 \$				
	Immeubles non résidentiels						
14		x	/100 \$				
	Immeubles industriels						
	Terrains vagues desservis						
15		x	/100 \$				
	Immeubles non résidentiels						
16		x	/100 \$				
	Autres						
17		x	/100 \$				
	Immeubles agricoles						
18					(
	Total						

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	<u>249,00 \$</u>
Égout	2	<u>157,00 \$</u>
Eau et égout	3	<u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4	<u>\$</u>
Matières résiduelles	5	<u>252,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Réserve eau & voirie		1 - du 100 \$ d'évaluation	plusieurs taux
Répartitions locales au mètre carré		2 - du mètre carré	plusieurs taux
Répartitions locales au mètre linéaire		3 - du mètre linéaire	plusieurs taux

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	16 538 278
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 440 976
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	56 736
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	15 040 566

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**
11 1 300 930 900

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)
12 1,1561 / 100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
1	Générales	2 498 008		145 561		939 639	
2	De secteur						
3	Autres						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
4	Service de la dette						
5	Autres	312 913		13 658		445 492	
Taxes d'affaires							
6	Sur la valeur locative						
7	Autres						
8		2 810 921		159 219		1 385 131	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	1	8 948 637		12 531 845
De secteur	2			
Autres	3			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	4	55 480		55 480
Autres	5	3 122 154		3 894 217
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	6			
Autres	7			
	8	12 126 271		16 481 542

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-16	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	20 717 805	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	1 004 600	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	333 036	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	373 978	\$